

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 202/02

ÉFAI – 020435 – AFR 16/009/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS

BURUNDI Bayubahe (h), responsable du camp de personnes déplacées de Gatwe
Antoine Nzigamasabo (h), chauffeur
Gérard Niyogendako (h), commerçant
William Kabura (h), commerçant
Gérard Bankintore (h), commerçant

Londres, le 3 juillet 2002

Les cinq hommes nommés ci-dessus ont été arrêtés dans la zone de Bigina (commune de Kayogoro, province de Makamba) le 29 juin. Ils sont détenus dans les locaux de la brigade de gendarmerie de Gatwe, dans la zone de Bigina, où ils risquent d'être soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

Ces cinq hommes ont été arrêtés parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir collaboré avec les membres d'un groupe politique armé ou de les avoir aidés. On ignore actuellement sur quels éléments reposent ces accusations. Néanmoins, selon certaines sources, certains de ces hommes sont soupçonnés d'avoir emmené des combattants de l'opposition dans leur véhicule. Il est possible que leur maintien en détention ait pour seul but de leur extorquer des fonds. Il semble en effet que le commandant de la brigade ait exigé le paiement d'une lourde « amende » pour les remettre en liberté.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les actes de torture et autres formes de mauvais traitements sont monnaie courante au début des périodes de détention au Burundi. Les personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec des groupes armés d'opposition sont tout particulièrement exposées à ces violences. Dans de nombreux cas, des détenus sont systématiquement battus, attachés dans des positions extrêmement douloureuses, privés de nourriture et menacés de mort. Ce recours généralisé à la torture est d'autant plus alarmant que les personnes arrêtées sont souvent détenues au secret, et donc privées de tout contact avec leurs proches et les représentants d'organisations humanitaires ou de défense des droits humains. Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains ont recensé des dizaines de cas de personnes mortes en détention des suites de sévices.

Le conflit s'est intensifié dans de nombreuses régions du Burundi depuis le mois d'août 2000, au cours duquel a été signé un accord de paix auquel aucun des deux principaux groupes armés d'opposition burundais n'est partie. Depuis l'investiture du gouvernement de transition prévu par l'accord de paix, le 1^{er} novembre 2001, le conflit a connu une nouvelle escalade. De graves atteintes aux droits humains ont eu lieu, notamment de très nombreuses exécutions extrajudiciaires commises par des membres des forces armées et des homicides illégaux perpétrés par des groupes armés d'opposition.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en français ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Bayubahe, d'Antoine Nzigamasabo, de Gérard Niyogendako, de William Kabura et de Gérard Bankintore, qui ont été arrêtés dans la zone de Bigina, située dans la province de Makamba, le 29 juin, en tant que complices présumés d'un groupe politique armé, et qui sont actuellement détenus dans les locaux de la brigade de gendarmerie de Gatwe ;
- appelez les autorités à veiller à ce que ces cinq hommes ne soient pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'ils soient immédiatement autorisés à recevoir les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin et à entrer en contact avec leurs proches et des représentants d'organisations humanitaires et de défense des droits humains ;
- demandez instamment aux autorités de fournir des éclaircissements sur les raisons de leur arrestation, et de les libérer à moins qu'ils ne soient inculpés dans les plus brefs délais d'une infraction prévue par la loi, sur la base d'éléments probants ;
- exhortez les autorités à veiller à ce que tous les responsables de l'application des lois respectent les procédures prévues en matière d'arrestation et de détention, et à garantir la liberté d'accès à tous les lieux de détention ;
- demandez aux autorités de prendre immédiatement des mesures contre tout membre des forces de sécurité soupçonné de violation des droits humains.

APPELS À :

Remarque : L'obtention des lignes de fax peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérant.

Président de la République :

Son Excellence

Major Pierre Buyoya

Président de la République

Présidence de la République

BP 1870, Bujumbura, Burundi

Télégrammes : Président, Bujumbura, Burundi

Fax : + 257 22 74 90

Formule d'appel : Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Défense :

Général-Major Cyrille Ndayirukiye

Ministre de la Défense nationale

Ministère de la Défense nationale

Bujumbura, Burundi

Télégrammes : Ministre de la Défense, Bujumbura, Burundi

Fax : + 257 24 26 36

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

Ministre de la Justice :

Monsieur Fulgence Dwima Bakana

Ministre de la Justice et Garde des Sceaux

Ministère de la Justice, BP 1880

Bujumbura, Burundi

Télégrammes : Ministre de la Justice, Bujumbura, Burundi

Fax : + 257 21 86 10

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

Ministre des Droits de la personne humaine :

Monsieur Alphonse Barancira

Ministre des Relations avec l'Assemblée nationale, des

Réformes institutionnelles et des Droits de la personne humaine

Ministère des Relations avec l'Assemblée nationale, des

Réformes institutionnelles et des Droits de la personne humaine

Bujumbura, Burundi

Télégrammes : Ministre des Droits de la personne humaine,

Bujumbura, Burundi

Fax : + 257 21 75 49

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Procureur général de la République :

Monsieur Gérard Ngendabanka

Procureur général de la République

Bujumbura, Burundi

Télégrammes : Procureur général, Bujumbura, Burundi

Fax : + 257 24 15 03

Formule d'appel : Monsieur le Procureur général,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Burundi dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 14 AOÛT 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*